Procedure file

Informations de base

RSP - Résolutions d'actualité	2017/2829(RSP)	Procédure terminée
Résolution sur le Cambodge, en particulier sur le cas de Kem Sokha Sujet 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général Zone géographique Cambodge		

Acteurs principaux

Parlement européen	

Evénements clés

14/09/2017	Résultat du vote au parlement		
14/09/2017	Débat en plénière		
14/09/2017	Décision du Parlement	T8-0348/2017	Résumé
14/09/2017	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques

Référence de procédure	2017/2829(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d?urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 144
Etape de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Proposition de résolution		B8-0506/2017	13/09/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0507/2017	13/09/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0508/2017	13/09/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0509/2017	13/09/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0510/2017	13/09/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0511/2017	13/09/2017	EP	

Proposition de résolution commune		RC-B8-0506/2017	13/09/2017		
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T8-0348/2017	14/09/2017	EP	Résumé

Résolution sur le Cambodge, en particulier sur le cas de Kem Sokha

Le Parlement a adopté une résolution sur le Cambodge, en particulier sur le cas de Kem Sokha.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ECR, ALDE, Verts/ALE et EFDD.

Le Parlement a appelé à la libération immédiate de Kem Sokha, chef de lopposition cambodgienne et président du parti du sauvetage national du Cambodge (CNRP), qui a été arrêté le 3 septembre 2017 pour des accusations qui semblent être dordre politique. Il a demandé de lever de toutes les accusations portées contre lui et la fin des menaces darrestation dont sont victimes dautres législateurs dopposition.

Selon les députés, larrestation de Kem Sokha se serait déroulée dans un contexte de restrictions de plus en plus sévères à lencontre des ONG, des organisations de défense des droits de lhomme et de la société civile, y compris des enquêtes règlementaires et fiscales, des actes dintimidation et des menaces de violence.

La résolution a exhorté le gouvernement cambodgien à garantir les libertés d'expression et des médias dans le pays, soulignant qu'un processus démocratique crédible menant à lélection des membres de l'Assemblée nationale en juillet 2018 exigeait un environnement dans lequel les partis politiques, la société civile et les médias puissent jouer leurs rôles légitimes sans crainte et sans subir de menaces ou de restrictions arbitraires.

Les députés ont souligné l'importance de lenvoi de missions dobservation électorale par lUnion européenne et la communauté internationale afin quelles puissent contribuer à lorganisation délections libres et régulières. Ils ont également rappelé au gouvernement cambodgien qu'il devait s'acquitter de ses obligations et engagements en matière de principes démocratiques et de droits fondamentaux de l'homme, éléments essentiels de la Accord de coopération.

Enfin, le Parlement a exprimé sa vive inquiétude face à l'accaparement des terres et à linstauration par le gouvernement cambodgien dun régime compensatoire limité et partiel. Il a invité le gouvernement cambodgien à reprendre le dialogue avec ses partenaires en vue de parvenir à une compensation totale.